

# NANTES : les travailleurs



(Photo Tribune)

70.000 personnes, venant de tout le département, ont protesté contre la politique gouvernementale.

## intensifient leur lutte

**P**OUR le rassemblement du 19 février, à Nantes, rassemblement qui groupa plus de 70.000 personnes venant de tout le département de Loire-Atlantique, le préfet Lobut avait formellement interdit la présence de tracteurs en tête du cortège, menaçant de faire charger par les C.R.S. s'il en était autrement. Aurait-il été obéi ? Ce qui est certain, c'est que le sous-préfet en avait donné l'ordre à Saint-Nazaire, quand la foule était amassée devant les fonderies, et le commissaire refusa de le transmettre aux C.R.S., les militants syndicalistes s'étant montrés très capables d'assurer le calme (ce qui prouve, du reste, que le remplacement souhaitable de la police par une milice populaire ne relève pas de l'utopie).

Mais s'il n'y eut pas de tracteurs, une magnifique banderole proclamait : *Ouvriers et paysans unis contre la politique gouvernementale.*

Et il est certain que les applaudissements de la foule, durant le meeting du Champ-de-Mars, fusèrent lors des interventions des syndicalistes contre le gouvernement, de Gaulle et les méfaits du capitalisme.

### Le meeting du Champ-de-Mars

Un meeting préliminaire des ouvriers du Bâtiment eut lieu, où *Mornet* (C.F.T.C.) déclarait : « Le chômage serait particulièrement sans excuses dans le Bâtiment quand tant de jeunes ne peuvent se marier, faute de

logements. »

Puis, sous le crachin nantais, les sept responsables des U.D. syndicales devaient prendre la parole devant la foule innombrable.

Lebland, pour la F.E.N., déclare : « Je tiens à saluer les travailleurs de toutes professions qui, par solidarité pour les licenciés, sont venus aujourd'hui à ce grand meeting. Nous saluons spécialement ceux de Saint-Nazaire (10.000 venus par 120 cars et 500 voitures) et la délégation d'Hennebont.

« Nous devons également saluer les ouvriers de Saint-Mars-la-Jaille qui se battent pour faire reconnaître par leur patron leur appartenance syndicale.

« Aujourd'hui, tout le pays est à l'écoute de Nantes. Mais si nous étions dans une démocratie normale, il serait possible à des organisations officielles comme les syndicats d'utiliser la R.T.F., car c'est en somme nous qui la payons ! Et nous pourrions dire alors, mais nous le disons hautement ici, que les travailleurs de Loire-Atlantique ne veulent pas faire les frais des reconversions industrielles. »

Puis ce fut le tour de Gilbert Declereq pour la C.F.T.C. :

« Le 17 février 1964 sera une date historique pour Nantes. Nous ne sommes pas venus ici nous promener, nous sommes venus car des machines se sont tues. Mais où sont les responsables ?

« Si le préfet s'est déclaré incapable d'expliquer la fermeture des Fonderies de Saint-Nazaire, il s'est

montré très capable d'envoyer les C.R.S. pour chasser les ouvriers de leur usine. Ce sont pourtant les fondeurs qui l'ont forgée, cette usine, n'est-ce pas à eux qu'elle appartient ?

« Le conseil général n'a certainement pas fait tout ce qu'il fallait pour imposer la création d'usines nouvelles en Loire-Atlantique. Son président, Abel Durand, n'avait-il pas osé déclarer, il y a un certain temps, que la Loire-Atlantique avait un équilibre parfait, et qu'étant un département à vocation agricole, il ne voyait pas la nécessité d'y créer des industries nouvelles !

« Pompidou est un menteur quand il affirme que les licenciements sont seulement causés par une crise des chantiers navals. Car, à Nantes, les dangers sont les mêmes dans les constructions mécaniques, dans les industries alimentaires et bientôt dans le bâtiment. A Chateaubriand, une usine de confection a fermé ses portes. Et partout, en France, nous voyons des licenciements, même en Lorraine. »

Hébert, pour F.O., devait dire que le chômage était une tare du régime capitaliste. Le patronat, aidé par le gouvernement, développe son offensive contre les travailleurs et leurs organisations. Le rapport Toutée est particulièrement dangereux, car il est la négation des libertés syndicales.

Nous pûmes écouter ensuite Raphaël Rialland, président des syndicats agricoles de Loire-Atlantique :

« Nous serons présents chaque fois qu'il le faudra, car créer des emplois c'est donner un sens à l'exode rural.

« Des lois agricoles ont été votées, mais il n'y a pas de crédit pour leur application, particulièrement du reste pour le développement des coopératives et pour les groupements des agriculteurs.

« Mais, s'il n'y a pas de crédits pour nous, il ne doit pas y en avoir davantage pour créer la bombe atomique. »

(Au rassemblement de Saint-Brieuc, où se retrou-

vèrent 3.000 délégués agricoles et des délégués ouvriers apportant leur soutien, Rialland dira que la sécurité des productions agricoles dépend de la proximité des consommateurs et de leur pouvoir d'achat. Le président Mervellec (Finistère) pense, lui, que le seul « remède » que sait appliquer le gouvernement, c'est l'arrestation de syndicalistes agricoles.)

Vint le tour de Rousselot (C.G.T.) : « L'U.N.R., le patronat, le pouvoir gaulliste sont responsables du chômage en Loire-Atlantique. Nous nous souvenons des promesses du chef de l'Etat, mais quel avenir est préparé pour nos enfants ? Nous nous dressons en accusateurs contre le gouvernement et le patronat qui ont décidé que la Loire-Atlantique sera un désert. Delpuech, patron de l'usine des Batignolles, n'a-t-il pas déclaré que l'augmentation de la productivité va permettre la réduction des effectifs. Nous disons, nous, que l'augmentation de la productivité permet la semaine de 40 heures payées 48 heures, et les patrons ne feront pas encore faillite pour autant ; on l'a bien vu en 1936. »

Leroy, pour l'A.G.E.N. et U.N.E.F., dira que l'Université ne peut se développer dans un pays moribond et que si les travailleurs ont contribué à payer cette Université, « vos fils à vous, paysans et ouvriers, n'y sont pas ». Calvez (pour la C.G.C.) terminera : « C'est un argument tendancieux quand il est dit qu'il n'y a pas de terrains pour de nouvelles implantations industrielles en Loire-Atlantique. C'est faux ! C'est également un argument tendancieux quand il est dit que le climat social de Saint-Nazaire ne permet pas d'investir à Saint-Nazaire. »

Dans le car qui me ramenait à Saint-Nazaire, après le meeting, un ouvrier des Chantiers se félicitait de l'action unie des syndicats et il pensait que cela encouragerait les non-syndiqués à ne plus le rester.

**Denyse Franck.**